

Lutte de classe

Rocard veut moraliser le capitalisme.

Dans un entretien paru le 5 mars dans le journal *Le Monde* sous le titre *Tous derrière Laurence Parisot*, Michel Rocard (député PS) s'emploie à justifier l'existence du système économique capitaliste qui serait frappé d'un mal étrange, que nous allons nous employer à mieux discerner.

Après avoir rappelé l'attachement indéfectible de Jaurès et de la social-démocratie à la propriété privée des moyens de production dès la fin du XIX siècle, Rocard explique :

"Assurant la liberté d'entreprendre, de produire et de commercer, l'économie de marché est à la fois le point d'ancrage et la garantie de la liberté tout court dans notre civilisation. Elle est vieille de plus de trois mille ans. Vieux, lui, d'à peine plus de deux cents ans, le capitalisme y a ajouté – par la machine et l'épargne collectivement utilisée – un système de production de masse inouï dont on n'a jamais inventé ni l'équivalent ni le substitut.", passons sur la contrevérité que renferme la dernière phrase.

La liberté pour qui ? Pour les classes dominantes ou celles qui sont dominées ?

Pour les exploités seulement. Rocard ignore que la civilisation à laquelle il fait référence n'est pas le produit de l'activité d'une classe particulière, qui de progressiste est devenue parasitaire au cours du développement des moyens de production, celle des exploités, mais le produit de la lutte des classes, du combat des exploités qui se sont succédés, esclaves, serfs puis ouvriers ou travailleurs salariés.

Le capitalisme, que serait-il sans la vie de labeur à suer jusqu'à en crever de millions d'hommes, femmes et enfants survivant à peine du fruit de leur travail dans des conditions à peine supportables pendant qu'une minorité s'enrichit sur leur dos et se vautre dans une débauche de luxure ? La morale du capitalisme repose sur les privations et une vie de misère pour la multitude d'exploités à travers le monde, tandis qu'une infime minorité d'exploiters vit dans une opulence insolente.

La morale du capitalisme est une morale de classe qui finit toujours par justifier les inégalités et les injustices dont est victime le prolétariat.

"Dès la fondation du capitalisme, nombreux furent ceux qui remarquèrent qu'il avait d'autant plus besoin d'éthique qu'il avait moins besoin de règles. Les créateurs de la théorie économique qui l'encadrait étaient presque tous des moralistes : Adam Smith, David Ricardo, François Quesnay..."

A bas les règles trop contraignantes pour les capitalistes, vive la morale qui assure les pleins pouvoirs ou les mains libres à ceux qui s'en réclament, autrement dit, pas besoin de Code du travail, de législation sociale, bref le droit du travail est une entrave à la liberté du capitalisme, il faut les abolir, remettons-nous à la morale (de droit divin) des capitalistes pour réguler les rapports entre les classes. Rocard rejoint la position du Medef qui revendique ouvertement une dérégulation totale du droit du travail.

La morale des capitalistes on la connaît : Elle a permis de légitimer l'esclavage, le travail des enfants de moins de 10 ans jusqu'à 12 heures par jours, le travail de nuit des femmes, la journée de travail de 13 à 16 heures par jours, bref, l'exploitation forcenée et sans limite du prolétariat. Voilà sur quelle base "morale" le capitalisme des pays les plus développés s'est développé au cours du XIXe et du début du XXe siècle. Voilà sur quelle base « morale » se développe le capitalisme en Chine et en Inde notamment.

Et Rocard ne manque pas de cynisme : *"Et l'un des plus rudes patrons industriels de la première moitié du XXe siècle, Henry Ford, estimait que la capacité du capitalisme à éviter les règles étatiques paralysantes était directement liée à sa capacité de s'imposer une éthique exigeante. Notamment, par exemple, le principe qu'un patron ne saurait se payer plus de quarante fois le salaire moyen de ses salariés. Cette règle fut respectée jusque vers les années 1990."*

En augmentant la productivité, Ford abrégera d'autant la vie des ouvriers, les accidents du travail se multiplieront pendant qu'il s'enrichira... Pour ce fief réactionnaire, il est normal qu'un patron perçoive 40 fois le salaire d'un ouvrier. La morale peut tout justifier du point de vue des capitalistes, même les pires crimes, les deux guerres mondiales, les génocides, les famines qu'il a lui-même organisées ou déclenchées. On a là la véritable nature du PS, merci monsieur Rocard.

Il évoque ensuite l'indemnité de départ de Denis Gautier-Sauvagnac de l'UIMM pour faire les louanges de Parisot, présidente du Medef : *"cette très efficace et droite présidente de PME a bien compris que l'affaire était essentielle"*, dont la principale préoccupation consiste à démolir pierre par pierre l'édifice de la législation du travail trop favorable aux travailleurs selon elle, et au-delà d'inféoder davantage leurs

organisations syndicales à l'appareil d'Etat, une question en effet essentielle pour le capitalisme à notre époque.

L'UIMM en tant que syndicat patronal est régie par la même loi de 1884 que les syndicats ouvriers. En toile de fond de l'affaire UIMM-Medef, ce sont les rapports tissés après guerre entre le Medef et les syndicats ouvriers et l'existence même des syndicats ouvriers qui sont visés, ce que ne dira pas Rocard, et pour cause, il soutient le Medef qui représente les intérêts du capitalisme mondial. La bataille qui est engagée entre le Medef et l'UIMM est celle entre les représentants de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial et le contrôle en grande partie, et les représentants du secteur industriel en déclin en France qui doit être subordonné aux intérêts exclusifs des premiers, en quelque sorte la survie du capitalisme en dépend.

Le capitalisme est illégitime, rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme, alors comme il ne peut évidemment pas apparaître tel qu'il est vraiment dans les discours de ses laudateurs, pour eux l'immoralité du capitalisme ne reposerait pas sur ses fondements et ses lois internes de fonctionnement, mais sur le comportement de capitalistes avides de s'enrichir sans limite, par conséquent, ce ne sont pas les lois économiques qui régissent le capitalisme depuis qu'il existe qui sont responsables de son immoralité et qu'il faudrait abolir, l'accumulation du capital étant sa seule raison d'être, il faudrait ramener à la raison les capitalistes qui s'enrichissent, pour cela il suffirait de leur insuffler quelques règles morales bien chrétiennes pour que le capitalisme revête soudainement un visage humain, comme il suffirait de changer de gouvernement pour que le bonheur du peuple soit assuré.

Tous les mécanismes mis en oeuvre par les capitalismes depuis le milieu du XIXe siècle pour assurer l'accumulation du capital et pérenniser le capitalisme n'auraient pas pour fonction de tenter de contrecarrer ses propres contradictions internes. Leurs conséquences dramatiques pour la classe ouvrière ne seraient pas le produit du capitalisme lui-même, mais le fait de capitalistes isolés indécents ou immoraux. C'est ainsi que la doctrine sociale de l'Eglise dont Rocard se réclame s'est employée à justifier et soutenir l'existence du capitalisme.

Evoquant la crise des subprimes : "*La cause majeure de la crise est clairement l'immoralité.*" Non, le capitalisme en crise vit à crédit, il survit plutôt grâce au crédit, à l'endettement des Etats et de la population. La crise des subprimes pas plus qu'une autre n'est une question de moralité ou d'immoralité, c'est avant tout la conséquence dramatique pour des millions de travailleurs et leurs familles d'un mécanisme économique mis en œuvre sciemment et qui correspond à une nécessité économique pour assurer la survie du capitalisme.

Evoquant la façon dont les crédits douteux ont été présentés aux différents acteurs économiques : "*C'est une deuxième immoralité massive, également liée à l'esprit de lucre.*". Le capitalisme reposerait-il sur une autre valeur ?

Aux infos sur TV5 Monde le 7 mars, ils ont parlé d'une nouvelle forme de crédit instituée en Suède et destinée aux jeunes de 18 à 25 ans. Il suffit de passer un SMS à partir d'un téléphone portable pour obtenir en 15 minutes un crédit de 300 euros. Pratique ? En piège en réalité. Le problème c'est que ce crédit est remboursable sur un mois, il comprend en outre 57 euros d'intérêts plus 5 euros de taxe, donc l'emprunteur qui est évidemment à cours d'argent pour avoir recours à une telle formule devra trouver en un temps record 362 euros, dans le cas contraire, il paiera des pénalités. Le journaliste faisait remarquer que l'endettement avait explosé en Suède, pas étonnant.

Cette crise entre le Medef et l'UIMM n'est pas sans rapport avec la situation du capitalisme mondial en proie à une crise sans précédent qui fait craindre le pire aux capitalistes, tous les peuples dénonçant ses méfaits et se dressant pour revendiquer leur droit à une vie meilleure : "*Ainsi nous acheminons-nous vers une récession aux proportions incalculables.*". Rocard ne peut cacher l'angoisse qui l'étreint à l'idée que la révolution socialiste frapperait de nouveau à la porte.

Il a osé dire : "*Depuis les années 1990 (...) le quart de toutes nos populations sont soit au chômage, soit en travail précaire, soit encore exclues du marché du travail et tout simplement pauvres.*". Rappelons que Rocard fut Premier ministre de Mitterrand et mis largement la main à la pâte pour réduire les travailleurs à l'état de pauvreté, c'est lui qui promulgua la CSG, notamment. Son hypocrisie et son cynisme ne parviennent pas à masquer ses réelles intentions qui se réduisent à la défense du capitalisme dont il faudrait corriger les excès qualifiés d'immoralité.

Il semble ne pas comprendre pourquoi l'aristocratie financière s'est hissée à la tête du capitalisme mondial et lui impose ses lois qui ne sont rien d'autres que celle correspondant à celle du capitalisme au stade suprême de l'impérialisme, la réaction sur toute la ligne. Du pouvoir de la manufacture à l'usine, puis à celui de l'industrie financière, on assiste au développement du capitalisme régi par les mêmes lois, il ne s'agit pas de nouveau ou de néo capitalisme, dont l'un serait plus humain qu'un autre. L'association de l'industrie aux banques, puis la domination des banques sur l'industrie est un seul et même processus reposant sur les

rapports sociaux d'exploitation qui demeurent inchangés et dont l'objectif n'a pas changé : l'accumulation du capital par une infime minorité.

Le développement de la lutte de classe du prolétariat, sa résistance à l'exploitation et l'oppression, sa capacité à s'organiser, à se doter de syndicats et de partis politiques pour combattre pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs depuis le milieu du XIXe siècle, de même que la nécessité pour le capitalisme à régler au préalable partiellement certaines questions sociales pour assurer durablement son développement dans les pays où il a vu le jour, en Europe de l'ouest, puis aux Etats-Unis principalement, c'est l'ensemble de ces droits et acquis sociaux et politiques qui est devenu insupportable pour le capitalisme, qui lui coûte trop cher, d'où son acharnement à les combattre, n'ayant pas d'autre choix que de transférer finance et production dans des pays où la législation sociale est favorable à l'exploitation, quand elle existe.

L'immoralité du capitalisme est l'expression de ce processus qui poursuit la même logique implacable. Le gigantesque développement des forces productives à l'échelle mondiale qui a pour pendant l'industrie d'armement ou de guerre, est en contradiction avec le mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production et l'appropriation par une minorité des fruits de la production au détriment de la satisfaction des besoins de la majorité de la population.

Il correspond au constat que dresse ensuite Rocard : *"La principale cause de ce drame planétaire est le réveil de l'actionariat. Celui-ci, plutôt maltraité de 1945 à 1975, s'est réveillé et puissamment organisé en fonds de pension, fonds d'investissements et fonds d'arbitrage ou hedge funds. Il a pris souvent le pouvoir et toujours de fortes minorités dans toutes les grandes entreprises de la planète. Il a partout pressuré les revenus du travail pour assurer de meilleurs dividendes. En trente ans, la part des revenus directs et indirects du travail a perdu près de 10% dans le partage du PIB dans tous les pays développés au bénéfice du profit et non de l'impôt."*

Le capitalisme de l'après-guerre s'est reconstruit en France sur la base d'une augmentation de la productivité, l'exploitation et le pillage des ressources des peuples en Asie et en Afrique, toujours sur fond de guerre, en Corée et en Asie du Sud-est notamment. Le capitalisme incapable d'affronter directement le prolétariat dû se résoudre à lui octroyer des concessions, pendant que le capitalisme se développait à une vitesse fulgurante au Japon, puis dans d'autres pays asiatiques. Dès le début des années 80, le capitalisme français n'était plus en mesure de rivaliser avec la productivité des entreprises japonaise. Le même processus se reproduira sur une plus grande échelle avec les Quatre dragons, puis les Cinq tigres asiatiques dans les années 90, pour finalement aboutir au développement du capitalisme en Chine (en Inde et au Brésil) après la restauration du capitalisme en Russie, et qui permettra de donner une nouvelle impulsion à la construction de l'Union européenne dès 1992 avec la signature du traité de Maastricht. L'Union européenne va jouer un rôle moteur dans la désindustrialisation en France (et en Europe de l'Ouest) pour le compte de l'industrie financière dominée par l'impérialisme américain lui-même en crise.

Le capitalisme mondial s'est réorganisé sur deux axes : transférer la production industrielle dans des pays qui permettent de réaliser des profits supérieurs à ceux envisagés dans les pays qui ont vu naître le capitalisme, se lancer dans une course effrénée à la spéculation couverte par le recours à l'endettement et aux crédits à long terme de façon à imposer ses lois à tous les Etats, y compris à l'ensemble des partis politiques, des syndicats et des peuples, répartissant le fardeau de la crise irréversible du capitalisme sur le prolétariat le plus avancé en rognant ses droits, et sur le prolétariat émergent en lui imposant les règles d'exploitation les plus dures et les plus inhumaines.

L'immoralité du capitalisme n'est pas un accident de l'histoire, elle procède d'un calcul savamment réfléchi et auquel le recours est inévitable pour assurer la survie du capitalisme. Derrière les décisions infâmes prises par une poignée d'exploiteurs qui contrôlent le marché mondial, c'est le régime capitalisme lui-même qui est en cause et dont il faut se débarrasser au plus vite.

Rocard poursuit son tour d'horizon de la situation économique et social :

"La stagnation des salaires réels, l'externalisation des tâches vers des PME sans syndicats et soumises à l'aléa des renouvellements de contrats, la multiplication des contrats précaires et bien sûr la multiplication des OPA, moyens de soumettre les directions à l'obligation de mettre en œuvre ces pratiques, sont les diverses formes de diffusion de ces politiques. La baisse des revenus salariaux dans le PIB est celle des revenus les plus disponibles pour la consommation, qui, faute de moteur, devient faible. C'est l'essentiel de nos classes moyennes supérieures, qui, via les placements boursiers, a mis ses espoirs dans le gain en capital et non plus dans le résultat du travail. Nouvelle immoralité."

A l'entendre ce ne serait pas le capitalisme qui serait responsable de la situation sociale actuelle, mais l'immoralité des classes moyennes supérieures qui boursicotent. Il faut bien trouver un bouc émissaire, l'une des classes dont un nombre non négligeable de membres soutenaient le PS avant de se tourner vers Sarkozy qui semblait mieux à même de défendre leurs intérêts qui vont de paire avec ceux du capitalisme.

Rocard leur fait ici la morale d'une certaine façon, sachant qu'ils figurent parmi les lecteurs attirés du journal *Le Monde* et sans doute ses propres admirateurs

Comme s'il n'en avait pas toujours été ainsi des capitalistes : "*Les générations d'aujourd'hui deviennent après au gain*", une manière comme une autre de blanchir au passage le capitalisme d'autrefois qui pour un peu aurait été désintéressé et plein de compassion pour ceux qu'ils exploitaient 16 heures par jour au tournant du XXe siècle.

Se situer sur le terrain de la morale pour éviter de se situer sur le terrain purement économique bien trop compromettant, une constante inscrite dans la doctrine sociale de l'Eglise, dans le discours de la CFDT ou celui des dirigeants de tous les partis politiques institutionnels, de Sarkozy et son gouvernement, du Medef et de tous les patrons, y compris l'UIMM.

"Les indignités cumulées d'un Antoine Zacharias [ancien PDG de Vinci qui a perçu 13 millions d'indemnités] ou d'un Noël Forgeard [ex-président d'EADS parti avec une prime de 8,5 millions d'euros], ou celles de l'UIMM sont presque peu de chose comparées à ce qui se passe ailleurs. Siemens, Volkswagen et la Bundespost sont confondues de corruption ou de fraude fiscale. Le nombre de sociétés en délicatesse avec la justice pour cause de trucages comptables, de délits d'initiés ou d'abus variés devient inquiétant. Nombre d'entre elles sont poussées à ces délits par leurs propres cadres."

Rocard à une mauvaise mémoire ou il est d'une hypocrisie sans fond, faut-il lui rappeler les scandales financiers qui ont émaillé la IIIe République, par exemple ?

Pour lui, afin d'éviter la chute du capitalisme il faut à tout prix que le secteur industriel, donc l'UIMM, se place résolument sous la coupe de l'industrie financière dont les représentants que l'on compare souvent à raison de prédateurs, sont assurément d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon.

"Pour moi, la cause est entendue : le capitalisme sombre sous l'immoralité. Nous sommes en train de découvrir qu'il risque techniquement d'y succomber. Tel est le contexte de l'affaire de l'UIMM. Ne sourions pas de ce combat sans merci interne à une catégorie de gens à laquelle nous n'appartenons pas : les riches. Le problème est que leur voracité menace le système lui-même dans lequel nous vivons. Le combat de Mme Parisot nous concerne donc tous : il ne s'agit pas seulement de redonner sa dignité à un système qui en a bien besoin, mais surtout de lui permettre de revenir à un fonctionnement efficace et régulier. Nous avons choisi la libre entreprise. Elle exige de bons patrons, respectables et intègres. Sans éthique forte, il n'y a plus de capitalisme. Il va probablement devenir nécessaire que la règle publique y pourvoie."

Le combat du bien contre le mal cher à Bush et à tous les ultra réactionnaires qui nous gouvernent, Rocard n'a rien trouvé de mieux pour sauver le capitalisme, pas de la faillite car il ne disparaîtra pas tout seul, mais de la révolution socialiste qui pourrait bien lui porter le coup de grâce.

Quelle dignité y a-t-il à exploiter un homme, une femme ou un enfant, à lui assurer tout juste de quoi survivre ou à le réduire à l'indigence ? La morale chrétienne se montre sans scrupule et sans pitié à l'encontre des pauvres c'est bien connu, s'ils le sont, après tout c'est qu'ils l'ont bien voulu ou c'est dans l'ordre des choses tel que Dieu l'a voulu. Quelle bonté mon seigneur, si vous n'appartenez pas à la catégorie des riches, vous appartenez assurément à celle de leurs valets qui n'ont jamais manqué de rien ici bas.

Son hommage appuyé aux patrons sur l'éthique et l'intégrité desquels on peut compter est répugnant, à l'image de son parti, le PS. Se débattant dans des contradictions insolubles, voilà qu'il en arrive à demander plus d'Etat après l'avoir affaibli, se rendant compte peut-être que les ravages du capitalisme débridé lui faisait courir le pire : tout perdre. Nous nous y employons.

L'exploitation de l'homme par l'homme est immorale, donc le capitalisme est immoral, par conséquence ils sont illégitimes et doivent disparaître, tout le reste est secondaire.

(source : *Le Monde* 05.03)